Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 26 (1946-1947)
Heft: 8

Buchbesprechung: Bücher-Rundschau
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Es mochte einem seltsam ergehen während der Aufführung der «Chinesischen Mauer». Man mochte in sich plötzlich ein nie gekanntes Bedürfnis nach handfestem, altmodischem Theater entdecken, nach einem Drama, in dem einige wenige Menschen eine entscheidende Station ihres Lebens durchkämpfen. Nach einem Drama, das Bestand hätte ohne freie Musik der Sprache, ohne Zauber der Scheinwerfer, ohne holden Trug der Kostüme. Die großen Dramen der Literatur könnte man in Sackleinwand spielen, und wenn ihre Sprache unauswechselbar ist, so ist sie doch oft völlig schmucklos. Vielleicht ist eben doch die Kompliziertheit des Traumtheaters, wie es heute so geliebt wird, sehr oft nur eine scheinbare, nicht eine Überwindung des Illusionstheaters durch die Synthese von Sein und Schein, sondern eine bloße Vorstufe dazu, eine allzu unwegslose Projektion des Traums in das Bild hinein.

Aber seltsamerweise mochte man nicht nur Sehnsucht nach handfestem Drama empfinden vor diesem neuesten Stück Frischs. Man mochte vielleicht auch an ein anderes Erlebnis denken, das Zürich eben vermittelt hat: Kandinskys Malerei. Wie beglückend löst sich hier manchmal das Dräuen der Farbträume in heiteres Gesetz, wie unlösbar hängt das zusammen: die gesetzlos wuchernde Linie mit der geometrischen Form, die unregelmäßige Eiform etwa mit dem strengen Dreieck. Dort, wo die Welt noch ganz ist, darf der Dichter auch in der Halbheit stehen bleiben, denn auch das Halbe ist dort noch geborgen im Ganzen. Wo aber die Ganzheit zerbrochen ist, wo der Traum offen heraustritt, da gilt es die andere Hälfte zu suchen und sie mit dem schon Besessenen wieder zusammenzuzwingen. Offen abstrakte Kunst gibt es erst, seit es die allzu konkrete des Unbewußten offen gibt. Und kein Künstler wird stärker um Gesetz, um Architektur sich mühen müssen, als einer, der sich dem Traum verschrieben hat.

Elisabeth Brock-Sulzer.

★ Bücher-Rundschau ★

Le communisme vu de France

Sous le titre: *«Le communisme. D'où vient-il? Où nous mène-t-il?»*, M. *Léon de Riedmatten* a composé un petit ouvrage qui contient une utile documentation et qui éclaire les principaux aspects du communisme vu de France [1]). Ce mince volume se recommande surtout par sa franchise, qui est devenue chose rare en France, ce pays classique de la libre expression de la pensée. Pour un important secteur de la presse française, il semble qu'il y ait des sujets «tabous», et l'un de ces sujets est le communisme. Nombre d'intellectuels sont pris d'une sorte de vertige en présence du communisme, leur liberté de jugement s'évanouit: ou ils se plient à une censure volontaire, ou ils approuvent les yeux fermés tout ce qui vient de Moscou, incapables de distinguer entre, d'une part, l'admiration que mérite le peuple russe pour l'héroïsme dont il fit preuve durant la guerre, et d'autre part, la doctrine communiste et la politique de l'U.R.S.S.

Le travail de Riedmatten aidera les esprits libres à se former une opinion impartiale. Sans doute sa réfutation du communisme en tant que doctrine est sommaire; elle est loin d'avoir le sérieux, la profondeur et la force probante de ce livre intitulé «France, prends garde de perdre ta liberté» qui vient également de paraître et dont l'auteur dévoile la vraie nature du communisme, qui est en réalité un «nazisme rouge» fondé sur le matérialisme et l'athéisme. Néanmoins, le livre groupe quantité de faits et de renseignements qu'il est indispensable de connaître si l'on veut comprendre quelque-chose aux événements de notre temps.

---

[1]) Editions de l'Observateur, Versailles 1946.

Après un aperçu historique des origines du communisme, l'auteur rappelle comment le communisme moderne est né avec Lénine. C'est grâce à cette puissante personnalité que le communisme s'est dégagé du socialisme, qui jusqu'alors était resté constamment divisé entre l'esprit de violence et la volonté de réforme, l'attrait de la dictature et l'esprit démocratique, l'étatisme et l'individualisme. Partisan du marxisme intégral, Lénine est pour la violence et pour la dictature contre l'esprit démocratique et de conciliation; c'est dans l'exil (en Suisse essentiellement) qu'il forge la méthode implacable qui lui permettra de conquérir le pouvoir en octobre 1917 et de le conserver pour son parti.

Ici se place une remarque importante. La Russie des Soviets a triomphé, alors, de la guerre civile et des interventions étrangères, mais, dès ce moment aussi, apparaît sa hantise de l'«encerclement capitaliste». Il est impossible, estime-t-elle, qu'un Etat socialiste puisse être supporté longtemps par des Etats capitalistes, et cette appréhension d'une guerre fomentée par une prétendue coalition antisoviétique va lui dicter sa conduite politique pendant toute l'après-guerre, plongeant le monde dans un malaise qui n'est pas dissipé à l'heure actuelle.

Autre date importante: la mort de Lénine, le 15 janvier 1924, et l'apparition du communisme national avec l'ascension de Staline. De l'avis de notre auteur, le triomphe de Staline est celui du nationalisme russe, dont l'internationalisme n'est plus qu'un habit. «Il s'agit de reprendre, sous des formes nouvelles, le vieux programme de Catherine II et de Pierre-le-Grand, savoir: retrouver les fenêtres sur la Baltique, reprendre la marche russe sur Constantinople et la Perse, liquider aussi et surtout cet épieu polonais qui s'enfonce dans la chair russe. C'est un programme de pur impérialisme, mais justifié puisqu'il est prolétarien, et non pas capitaliste». Or, pour réaliser ce programme, il faut avoir des amis à l'étranger, — et ce seront les partis communistes non-russes qui doivent toujours préférer la patrie de leur foi politique au pays de leur naissance, — et il faut être fort à l'intérieur, industriellement et politiquement. D'où le mot d'ordre: rattrapper et dépasser le capitalisme. Il faut avant tout que le «bastion» communiste subsiste; après, quand les circonstances seront plus favorables, on pourra de nouveau songer à la Révolution mondiale.

Les pages les plus intéressantes du travail de Riedmatten sont peut-être bien celles où il retrace l'attitude des communistes français et leurs extraordinaires palinodies. Tout s'explique si l'on retient que leur action s'oriente constamment d'après cette maxime: «La Russie a toujours raison». On les a vus opérer successivement des virages à angle aigu, passer du communisme intransigeant à l'alliance avec la bourgeoisie, de la propagande antireligieuse à la tactique de la «main tendue», de l'antimilitarisme à la défense nationale, chacune de ces voltefaces étant commandée par le seul intérêt de la politique soviétique. L'exemple le plus frappant de cette docilité «perinde ac cadaver» est la réaction des communistes français en septembre 1939, après la signature de l'accord germano-russe du 25 août et du traité d'amitié du 29 août, laissant dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. les Pays baltes, la Finlande, l'est de la Pologne, la Bessarabie. Le coup fut dur pour les communistes français, car ce «coup foudre dans le ciel européen» devait anéantir les dernières possibilités de maintenir la paix, rendre la guerre inévitable en supprimant l'ultime obstacle qui pouvait freiner Hitler dans son esprit guerrier.

Le premier mouvement des communistes français fut une réaction patriotique; puis, la consigne arrive de Moscou, impérative: la thèse officielle du parti est que cette guerre nouvelle est, comme la précédente, une guerre entre impérialismes rivaux, qui ne regarde pas les prolétaires. Une fois de plus, le parti obéit: il se prononce contre la guerre et pour une entente avec l'Allemagne. «Ainsi, devait écrire Léon Blum, il était patent que la direction du parti communiste français ne lui appartenait plus en propre, mais lui était imposée du dehors. Il obéissait aveuglement aux ordres dictés, non point par une organisation internationale, mais par une puissance, un Etat qui le transformait lui-même au gré de ses intérêts nationaux. Il n'était donc plus un parti nationaliste, mais bien un *parti nationaliste étranger*». Lorsque, le 22 juin 1941, Hitler attaque l'Armée rouge sans déclaration de guerre, les communistes français purent, assurément, donner libre cours à leurs véritables sentiments puisqu'il s'agissait de défendre leurs deux patries, et, dès ce moment et jusqu'à la fin de la guerre, ils firent preuve d'un patriotisme incontestable.

Depuis lors, d'autres exemples ont démontré que ce qui caractérise avant tout le communisme, c'est l'intolérance, l'obéissance absolue. Contrairement à l'ancien dogme marxiste qui ignorait la patrie, le prolétaire, selon la doctrine communiste, a désormais une patrie pour laquelle il doit se sacrifier sans hésitation ni murmure, et cette patrie, c'est l'U.R.S.S. Quant au pays de sa naissance, il ne mérite d'être défendu que dans la mesure où cela est conforme aux intérêts de la «patrie du prolétariat». Il s'agit d'une nouvelle foi religieuse qui prétend à la domination des âmes, d'un régime qui est totalitaire du double point de vue temporel et spirituel.

Malgré l'admiration que l'on peut avoir pour le zèle et l'abnégation de beaucoup de communistes, M. de Riedmatten conclut que le communisme en tant que régime et un non-sens en France, pays où l'on adore discuter, où l'on s'est toujours méfié des fanatiques et où, en dépit des apparences passagères, on est resté profondément individualiste. *Georges Rigassi.*

Aus den nachgelassenen Tagebüchern Ulrich von Hassells

Ulrich von Hassell, geboren 1881, entstammte einem alten hannoverschen Geschlecht. Nach dem Studium der Rechte trat der hochbegabte Mann in den auswärtigen Dienst ein. 1926—1930 war er Gesandter in Kopenhagen, 1930—1932 in Belgrad, dann 1932—1937 Botschafter am Quirinal. 1937 nahm er scharf Stellung gegen Ribbentrops Antikominternpakt, da er in einer solchen Blockbildung die größte Kriegsgefahr erkannte. Aus dem auswärtigen Dienst entlassen, fand er eine Stellung im Vorstand des Mitteleuropäischen Wirtschaftsrates, «die ihm Wohnsitz in der Berliner Zentrale und die Freizügigkeit sicherte». Als er auch hier durch das Auswärtige Amt und die Gestapo verdrängt wurde, wirkte er noch am Institut für Wirtschaftsfragen. Als seine Hauptaufgabe betrachtete er den Kampf gegen den Nationalsozialismus mit dem Ziel, Hitler zu beseitigen und, nachdem der Krieg ausgebrochen war, mit den Feinden einen für Deutschland erträglichen Frieden zu erreichen. Darüber berichten die Tagebücher, die aus der Zeit der Septemberkrisis 1938 bis zur letzten Aufzeichnung am 13. Juli 1944 unter Weglassung rein persönlicher Eintragungen hier veröffentlicht werden. Am 28. Juli 1944 wurde Hassell, der sich nicht versteckt hatte, in seinem Büro verhaftet und am 8. September 1944 zum Tode verurteilt und hingerichtet. Der erste Teil dieser Aufzeichnungen war früh in die Schweiz gerettet werden, der andere Teil konnte vor der Gestapo versteckt werden [1]).

Die Lektüre dieser Blätter ist ungemein fesselnd, ja tief ergreifend und nimmt uns immer mehr in Anspruch, je länger wir uns damit beschäftigen. Als «Tagebücher» sind sie, das muß zuerst mit größter Anerkennung gesagt werden, völlig unmittelbar, nicht berechnet, ohne jede Absicht einer Selbstverteidigung, ja die Persönlichkeit Hassells tritt fast zu bescheiden in den Hintergrund und erst der aufmerksame Interpret vermag zu erkennen, welches Gewicht sie in die Wagschale zu legen hatte. Immerhin handelt es sich nicht einfach um bloße tägliche Notizen, sondern eigentlich um das Konzept einer gründlich aufgebauten Zeitgeschichte eines tief mit den Hintergründen des Geschehens vertrauten Zeugen. Fortwährend gibt sich Hassell in längeren Ausführungen Rechenschaft über die jeweilige allgemeine politische Lage Deutschlands. Mit unerbittlicher Schärfe erkennt er die wahnsinnig leichtfertige, ja verbrecherische Führung der deutschen Politik durch Hitler und Ribbentrop. Beide werden durchaus als Hochstapler schlimmster Prägung entlarvt. Vor allem entwickelt Hassell die Grundeinsicht, daß der Ausbruch des Krieges, die Art seiner Führung, die Methoden gegenüber den Feinden wie auch gegenüber den sog. Verbündeten völlig verfehlt waren, einzig dazu geeignet, Deutschland ins sichere Verderben zu führen. Für eine spätere historische Beurteilung der Hitlerpolitik sind diese Aufzeichnungen von unschätzbarem Wert, da sie zeigen, daß eine solche Auffassung keineswegs etwa Propaganda der Feinde ist, sondern bessere Einsicht der besten Deutschen im Lande selber. Sie sind ein verblüffendes Zeugnis dafür, wie viele Dinge Hassell völlig richtig vorausgesehen hat. Von größtem Gewicht ist es, daß er auch den Angriff gegen Rußland voraussah und daß er durch all die Jahre

---

[1]) Ulrich von Hassell: Vom andern Deutschland. Aus den nachgelassenen Tagebüchern 1938—1944. Atlantis-Verlag, Zürich 1946.

hindurch unbeirrt an der Einsicht festhielt, daß Rußland Deutschland nicht angegriffen hätte.

Warum aber kam es denn überhaupt so weit, daß nun der Teufel mit Deutschland sein Spiel treiben konnte, wie Hassell oft bemerkt? Diese Frage hatte sich, wie der Sohn bezeugt, der frühere Botschafter ständig gestellt. Die Tagebücher seit 1938 können darauf zunächst keine Antwort mehr geben. Doch fallen Bemerkungen wie: «Waffenlos stehen alle anständigen Menschen dem (den Anpöbelungen des Schweinehundes Goebbels) gegenüber». Die Aussichtslosigkeit einer Systemsänderung, die hier deutlich wird, lehrt aufs eindrucksvollste, daß der Widerstand im Namen der Freiheit nie früh genug kommen kann, daß er gegen den geringsten Übergriff der Staatsgewalt gegen Recht und Gesetz sofort einsetzen und mit allem Nachdruck fortgeführt werden muß, daß vom ersten Augenblick an auch beim Wehrlosen die Entschlossenheit der Stauffacherin — «ein Sprung von dieser Brücke macht mich frei!» — lebendig sein muß. Diese Entschlossenheit wuchs im Kreise der Verschwörer des 20. Juli heran, aber zu langsam. Es verschlägt uns den Atem, wenn wir hier zuschauen müssen, wie diese Männer edelster Gesinnung schließlich gewartet haben, bis sie hingerichtet wurden, wie keiner den Weg zur erlösenden Winkelriedtat fand. Man greift sich an den Kopf, wenn man erfährt, wie Professor Jens Jessen im April 1943 sagte: «Es wäre an sich so einfach, diesen Verbrecher (Hitler) zu beseitigen: der vortragende Offizier bringt eine Mappe mit herein, die Sprengstoffladung enthält, legt die Mappe auf den Schreibtisch von Hitler, läßt sich zu einem verabredeten Telephonanruf herausholen, und Hitler ist beseitigt». Warum hat keiner sein Leben für diese Tat eingesetzt?

Entsetzlich bedrängend ist die Frage, warum denn der Umsturz nie gelang. Darauf gibt Hassell Antwort. Die Verschwörer mußten über irgend eine Macht verfügen. Sie suchten die Wehrmacht zu gewinnen, sie suchten den militärischen Führern ihre Verantwortung klar zu machen und sie zur entscheidenden Tat zu veranlassen. Es gelang nicht. Die Urteile Hassells über die «hoffnungslosen Feldwebel» sind niederschmetternd. Am 20. April 1943 schreibt er: «Je länger der Krieg dauert, desto geringer wird meine Meinung von den Generälen. Sie haben wohl technisches Können und physischen Mut, aber wenig Zivilcourage, gar keinen Überblick oder Weltblick und keinerlei innere, auf wirklicher Kultur beruhende geistige Selbständigkeit und Widerstandskraft, daher sind sie einem Manne wie Hitler völlig unterlegen und ausgeliefert... Alle, auf die man gehofft hatte, versagen, und zwar insofern in besonders elender Weise, als sie alles, was ihnen gesagt wird, zugeben und sich auf die tollsten Gespräche einlassen, aber den Mut für die Tat nicht aufbringen». Es ist klar, daß dieses Urteil nur die so bezeichneten trifft, nicht den deutschen General und das deutsche Offizierskorps überhaupt, wie das nun vielfach in Presseäußerungen zu Hassells Ausführungen dargestellt wird. Die Besten standen eben nicht mehr auf ihren Posten, weil sie ihre Verantwortung anerkannt hatten und deshalb hinausgeworfen worden waren. Die Lebenden gehörten zu den führenden Männern der Widerstandsbewegung, so Generaloberst Beck, der frühere Chef des Generalstabes, General der Infanterie von Falkenhausen, Militärbefehlshaber in Belgien, Generalfeldmarschall von Witzleben usw. Auch Generaloberst Fritsch, der vor Warschau fiel, der frühere Oberbefehlshaber des Heeres, muß genannt werden, dann alle die jüngeren Offiziere, die zum Widerstand bereit waren.

Eine zweite Antwort Hassells auf die Frage nach dem Mißlingen besteht darin, daß, entgegen den ausdrücklichen Warnungen Hassells, die Führer des Widerstandes viel zu oft über die Verteilung der nach dem Umsturz zu verwaltenden Stellen sprachen, einander oft ablehnten, kurz das Fell des Bären verkauften, bevor sie es hatten, anstatt, wie es Hassell wollte, alle Aufmerksamkeit auf das sachliche Ziel selber zu richten. Sie erhofften alle etwas für sich, anstatt sich darüber klar zu sein, daß ihre Aufgabe war, sich für die Freiheit Deutschlands zu opfern.

Ein Umsturz hatte allerdings nur einen Sinn, wenn nachher mit dem Ausland Friede geschlossen werden konnte. Das suchte Hassell durch Verhandlungen mit einem englischen Mittelsmann abzuklären, den er in der Schweiz traf. Konnten aber Hassells Friedensbedingungen vom März 1940 wirklich eine Verhandlungsgrundlage bilden? Sie verlangten, «daß die Vereinigung Österreichs und des Sudetenlandes mit dem Reich außerhalb der Erörterung stehe. Ebenso komme ein Wiederaufrollen von Grenzfragen im Westen Deutschlands nicht in Frage, während die deutsch-polnische

Grenze im wesentlichen mit der deutschen Reichsgrenze im Jahre 1914 übereinstimmen muß». Noch im August 1941 war Hassell der Auffassung, «daß das nationale Deutschland sehr maßvolle Forderungen stelle, aber von gewissen Ansprüchen keinesfalls absehen könne». Unsere Frage muß offenbar bejaht werden; denn Hassell berichtet unter dem 15. April 1940: «Halifax (damals noch englischer Außenminister) hat Mr. X (englischer Verbindungsmann) gesagt, er danke sehr für die Mitteilung, schätze sie hoch ein, sei auch mit den dargelegten Grundsätzen ganz einverstanden. Eine schriftliche Zusicherung in dem von Mr. X angeregten Sinne könne er deshalb nicht geben, weil er das bereits eine Woche vorher auf einem anderen Wege getan habe». Auch im August 1941 hielt der Vertrauensmann diesen «anständigen Frieden» noch für möglich. Diese hochinteressanten Ausführungen zeigen, welche ganz ungewöhnliche Chance Deutschland bei einer Regimeänderung noch gehabt hätte, trotzdem es die Vereinbarungen von München gebrochen und den Krieg entfesselt hatte.

Unverständlich sind für mich die Bemerkungen Hassells aus dem Juli 1943 über «die Fehler der englischen Politik», die er «erstens in der Politik der Garantieverträge, die Deutschland nervös machen mußte, aber die Staaten im Osten doch nicht schützen konnte; zweitens darin sah, daß England — schlechter Tradition entsprechend — versäumt hat, in München mit äußerstem Ernst die kriegerische Aktion für den Fall eines Bruches der Abreden anzukündigen». Erstens hatte in Wirklichkeit Hitler die politische Welt nervös gemacht, zweitens hatte Deutschland in den Staaten des Ostens einseitig nichts zu suchen. Zu einer berechtigten Lösung auf Grund gemeinsamer Vereinbarungen waren aber die andern Mächte bereit. Wenn schließlich England in München mit Krieg gedroht hätte, dann hätte es gerade damit Hitler den besten Dienst geleistet, der nun hätte sagen können, man traue ihm nicht, England hetze zum Krieg. Gerade England stellte sich mit vollem Recht auf den Standpunkt, daß die unterzeichneten Verträge ohne Kriegsdrohung zu halten seien. Hassell findet noch im Juli 1944 tief echte und richtige Worte über Bismarcks «einzige Weise in der Welt Vertrauen zu erwecken... In Wahrheit waren die höchste Diplomatie und das Maßhalten seine große Gabe».

Darin sehe ich die tiefe Tragik der Persönlichkeit Hassells, daß er glaubte, den guten Namen Deutschlands in der auswärtigen Politik wieder herstellen zu können, sobald einmal das Hitlerregime beseitigt wäre, ohne daß dazu in einem Deutschland, das zunächst einen Sieg nach dem andern erfocht, die Voraussetzungen vorhanden gewesen waren. Persönlich stehen wir tief ergriffen vor der aufrechten Gesinnung und der mutigen Haltung dieses Mannes, der er bis zum Tode treu geblieben ist. Seine Witwe kann dessen gewiß sein, daß, wie sie im Nachwort sagt, «die Seelen der Aufrechten, Starken und Edlen, die ihr Leben im Opfertod hingaben, als Kraftstrom wieder ins Ganze eingehen und so wirken zum Heile und zum Guten». Das ist nicht nur Glaube alter Völker, sondern auch christlicher Glaube.

Wertvolle Dokumente zur Umgestaltung Deutschlands aus dem Kreise der Widerstandsbewegung bereichern diese erste Ausgabe einer der bedeutungsvollsten Quellen zur deutschen Geschichte unserer Zeit. *Leonhard von Muralt.*

Liechtensteins Weg von Österreich zur Schweiz

Wie war es möglich, daß eines der kleinsten Länder Europas, das zudem seit 1852 mit der habsburgischen Monarchie in einem Zollvertrag stand, die vernichtenden Stürme des ersten Weltkrieges nicht nur heil überlebte, sondern seine völkerrechtliche Souveränität und wirtschaftliche Existenz nach dem Zusammenbruch Österreichs festigen und verankern konnte? Dieser interessante und überaus reizvolle Sonderfall der politischen und diplomatischen Geschichte betrifft das *Fürstentum Liechtenstein,* jenes 157 Quadratkilometer messende souveräne Territorium an unserer Ostgrenze, das seit dreiundzwanzig Jahren mit der Schweiz eine wirtschaftspolitische Schicksalsgemeinschaft eingegangen ist. Für uns Schweizer des zwanzigsten Jahrhunderts ist dieses kleine Land am Hochrhein sozusagen der einzige Fall einer außenpolitischen Bindung mit einem andern Staat, abgesehen etwa vom bisherigen Verhältnis zum Völkerbund und des eventuellen Beitrittes zur UNO.

Schon allein aus diesem Grunde lohnt es sich, die zeitgenössische Geschichte des Fürstentums Liechtenstein und dessen *politischen und diplomatischen Weg zur Schweiz* zu studieren, wie ihn das Land seit 1918 zurückgelegt hat. Wir können uns für ein derartiges Studium keinen zuverlässigeren Führer wünschen als das soeben erschienene Buch von *Dr. Eduard Prinz von Liechtenstein,* welcher von 1919 bis 1921 als liechtensteinischer Gesandter in Wien wirkte [1]). Dieser Oheim des gegenwärtig regierenden Landesfürsten Franz Josef II. stand einundzwanzig Jahre im österreichischen Verwaltungsdienst und leitete zuletzt die I. Sektion des von ihm angeregten Sozialministeriums; aber aus jeder Zeile seines Buches spricht die Liebe zum Lande Liechtenstein, mit welchem der Prinz in Vertretung des Fürsten amtlich Fühlung genommen hatte. Es war ein außerordentlich glücklicher Gedanke des damaligen Fürsten Johann II., einen so vorzüglichen Kenner Österreichs im Jahre 1919 zum Gesandten in Wien zu ernennen. Prinz Eduard war ein geborener Diplomat, und er verstand es trefflich, dem anhin aus dynastischen und historischen Gründen eng an das österreichische Kaiserreich gebundenen Fürstentum gangbare und erfolgreiche Wege zu bahnen, die zur freundschaftlichen Anlehnung an die Schweiz führten.

Es war ein langer und dorniger Pfad, auf dem Prinz Eduard dem klar erkannten Ziele zustrebte. Die Schwierigkeiten waren Legion; und wenn das 600 Seiten zählende Erinnerungsbuch zeitweise den Charakter einer Apologie des Verfassers annimmt, so liegt dies in den häufigen Angriffen des damaligen liechtensteinischen Oppositionsführers Dr. Wilhelm Beck begründet, der zwar das gleiche außenpolitische Programm wie Prinz Eduard verfolgte, aber oft in etwas überstürzter Weise und ohne den Prinzen zu verstehen. Auf jeden Fall gewinnt man den Eindruck, daß die Figur von Prinz Eduard aus der Geschichte der Annäherung Liechtensteins an die Schweiz überhaupt nicht wegzudenken ist. Deuten wir hier den *Werdegang der politischen Anlehnung und des wirtschaftlichen Anschlusses* in Kürze an. Prinz Eduard unterbreitete dem nach der damaligen Verfassung für die Vertretung des Landes nach außen allein zuständigen Fürsten den Vorschlag zur Schaffung von Gesandtschaften in Wien und Bern; vorher hatte der Fürst sein Gesandtenrecht nie ausgeübt. Die Absicht dieses in der Folge verwirklichten Gedankens war, die völkerrechtliche Souveränität des kleinen Staates zur sichtbaren Auswirkung gelangen zu lassen. Insbesondere bestand die *Hauptaufgabe der Wiener Gesandtschaft* in der allmählichen Lösung der alten Bindungen, welche mit dem österreichischen Kaiserreich bestanden hatten und von der Republik Österreich — entgegenkommenderweise — zunächst fortgesetzt wurden; ferner hatte die Gesandtschaft, im Sinne der Weisungen des liechtensteinischen Landtages, die Schaffung neuer kurzfristiger Handels- und Postübereinkommen mit Österreich zu verwirklichen. Sie sollte aber auch eine staatliche Stelle sein, welche die Verbindung zwischen Fürstentum und Fürst, anstelle der im Lande unbeliebten Hofkanzlei — einer fürstlichen Vermögensverwaltungsstelle — besorgte; endlich leistete die Gesandtschaft, statt des bisherigen österreichisch-ungarischen Außenministeriums, dem Landesfürsten die nötige administrative Unterstützung, wobei es Prinz Eduard verstand, in demokratischem Geist mit der Vaduzer Regierung einen engen Kontakt zu pflegen.

Man erkennt aus den Memoiren des Prinzen Eduard, daß der Gesandte in Wien tatsächlich in dringlichen Momenten das außenpolitische Steuer des Staatsschiffes mit wahrhaft *diplomatischem Geschick* geführt hat. Er mag hiebei seinem verantwortungsfreudigen Temperament gefolgt sein; er war aber auch zu selbständigem Handeln gezwungen, weil in der Heimat die Parteileidenschaft oft seltsame Blüten trieb, die den zur Vermittlung berufenen Regierungschef, Prinzen Karl von Liechtenstein, an einem eindeutigen Regierungskurse schwer behinderten. Wie ein roter Faden zieht sich durch die Erinnerungen des Wiener Gesandten der Gegensatz zu dem Oppositionsführer Dr. Wilhelm Beck, der «die Regierung aus Wien» bekämpfte, obwohl der Prinz dem Fürsten lediglich vorschlug, was sich mit Dr. Becks Programm deckte, allerdings ohne Österreich zu verletzen und in Übereinstimmung mit der behutsamen eidgenössischen Diplomatie in Bern, welche jedem

---

[1]) Dr. Eduard Prinz von Liechtenstein: Liechtensteins Weg von Österreich zur Schweiz. Eine Rückschau auf meine Arbeit in der Nachkriegszeit 1918—1921. Selbstverlag, Vaduz 1946.

überstürzten Tempo abhold war. Die schweizerische Stimmung war dem Prinzen, dank seiner engen Fühlung mit unserem damaligen Gesandten Dr. Bourcart in Wien, sehr wohl bekannt.

Heute aber ist das Ziel erreicht. Die Übernahme der außenpolitischen Vertretung (seit Oktober 1920) durch die Schweiz und die Zoll- und Wirtschaftsunion (seit 1923) haben zu einer *Schicksalsgemeinschaft* geführt, die für beide Länder wertvoll ist, die sich im zweiten Weltkrieg noch vertieft hat und der wir Dauer und Bestand wünschen. Ein Hauptverdienst an dieser Staatenverbindung gebührt dem Prinzen Eduard. Mit Recht nennt der ehemalige Wiener Gesandte sein Buch ein Nachschlagewerk für jene, die sich mit der Pflege und Weiterentwicklung der engen liechtensteinisch-schweizerischen Beziehungen beschäftigen. Das Buch verdient es, in beiden Ländern aufmerksam gelesen zu werden. Sein klarer und flüssiger Stil, seine lebendige und von jeder trockenen Aktenweisheit befreite Darstellung, vornehmlich aber des Verfassers seltener Reichtum an persönlichem Kontakt mit führenden Staatsmännern und Diplomaten Europas, all das macht das Werk auch für Leser zugänglich, die sonst vor Memoiren und historischen Rückblicken eine geheime Scheu empfinden. *Paul Weber.*

Arbeitsbeschaffung, Vollbeschäftigung und Konjunkturpolitik

Die öffentliche Diskussion über die Bewilligungspflicht der Bauten hat auch dem einfachen Bürger deutlich gezeigt, wie vielseitig und schwierig der Problemkomplex «Arbeitsbeschaffung-Vollbeschäftigung-Konjunkturpolitik» ist. Aus der umfangreichen Literatur über dieses Thema seien einige Bücher herausgegriffen, deren Verfasser mit viel Umsicht und mit großem Verantwortungsbewußtsein den schwierigen Stoff bearbeiten.

Sixty Million Jobs ist der Titel der amerikanischen Ausgabe des in der ganzen Welt stark beachteten Buches von *Henry A. Wallace*, das in der deutschen Übertragung von *W. G. Frank «Arbeit für sechzig Millionen Menschen»* heißt [1]). Es ist aufschlußreich, die außenpolitische Rede des Handelsministers Wallace, derentwegen er kürzlich seinen Rücktritt nehmen mußte, bei der Lektüre vor Augen zu haben. Der Verfasser ist der Überzeugung, daß es gelingen werde, in den Vereinigten Staaten von Amerika die Vollbeschäftigung in der Nachkriegszeit zu erreichen, vorausgesetzt, daß rechtzeitig gehandelt wird. Dabei geht er von der Voraussetzung aus, daß im Jahre 1950 für 60 Millionen Menschen Arbeitsplätze geschaffen werden müssen und eine jährliche Güterproduktion im Wert von mindestens 200 Milliarden Dollar zu bewältigen sein werde. In der Zwölfjahresperiode von 1930 bis einschließlich 1941 gingen in den Vereinigten Staaten infolge des großen Wallstreet-Börsenkrachs und mangels entschlossener sofortiger Gegenmaßnahmen 105 Millionen Mann-Arbeitsjahre verloren. Zieht man hievon die normale «Reibungsarbeitslosigkeit» von jährlich etwa 1,5 Millionen Mann-Arbeitsjahren ab, so ergibt sich ein vermeidbarer Verlust von 87 Millionen Arbeitsjahren, der einer entgangenen Gütererzeugung im Werte von rund 350 Milliarden Dollar entspricht. Mit dieser überschlagsweisen Berechnung will der Verfasser dartun, daß es sich lohne, die größten materiellen und finanziellen Anstrengungen zu unternehmen, um eine die «Reibungsarbeitslosigkeit» übersteigende Arbeitslosigkeit zu vermeiden. Wallace tritt mit aller Entschiedenheit dafür ein, daß alle, die arbeiten wollen und Arbeit suchen, das Recht auf Arbeit haben. Einleitend analysiert er die zu beschäftigende Menschenmasse von 60 Millionen nach Alter, Rasse, Geschlecht und Gewerkschaftszugehörigkeit. Der Krieg hat den Kleingewerbetreibenden großen Schaden zugefügt und sie zum Teil aus dem Wirtschaftsprozeß ausgeschaltet. Diese vorübergehend Ausgeschlossenen, etwa eine halbe Million an der Zahl, haben wieder auf ihre Posten im Kleingewerbe und Kleinhandel zurückzukehren, weil diese Betriebe den eigentlichen Kern des in Amerika herrschenden Systems freien Unternehmertums bilden. Nach Betrachtungen darüber, was die Vollbeschäftigung dem Geschäftsmann, dem Arbeiter, dem Farner und dem Kriegsteilnehmer bedeutet, ruft der Verfasser die Verhältnisse nach dem ersten Weltkrieg in Erinnerung, die das klägliche Schauspiel der Anwendung von Waffengewalt gegen arbeitsuchende Kriegsteilnehmer boten. Er fährt dann fort:

---

[1]) Steinberg-Verlag, Zürich 1946.

«Wir verfügen über einen unversehrten Produktionsapparat, natürliche Hilfsquellen und eine Tradition wagemutiger Zuversicht. Wenn wir hier versagen, haben wir in der praktischen Anwendung der Demokratie versagt».

Um das Ziel zu erreichen, ist vor allem die freie Unternehmung frei zu halten, und zwar auch vom gefährlichen Druck der Monopole. Stark beeindruckt ist der Verfasser von einem Satz, den er in einer Denkschrift einer gemeinnützigen Gemeindestelle für die Einführung neuer einheimischer Industriezweige fand und der lautet: «Es gibt keine wirkliche Sicherheit, solange nicht die Bürger jeder *Gemeinde* ihre Pflicht, Arbeitsstellen zu schaffen, erfüllen». Für Länder mit einer liberaldemokratischen Staatsverfassung sagt dieser einzige Satz alles aus, was über die Arbeitsbeschaffung Grundlegendes und Richtunggebendes gesagt werden kann und muß.

Einläßlich wird die Verteilung der Arbeitsplätze nach Hauptbeschäftigungsgruppen erörtert, wobei besonders die Verschiebungen hervorgehoben werden, die sich infolge der Vermehrung der Arbeitsplätze um 13 Millionen in der Zeit von 1940 bis 1950 ergeben.

Ein umfangreiches Kapitel ist dem Nationalbudget für Vollbeschäftigung gewidmet. Einer Gütererzeugung von 200 Milliarden Dollar wird die Verteilung des entsprechenden Volkseinkommens gegenübergestellt. Dabei gilt es, auch ein ausgeglichenes Staatsbudget aufzustellen, bei dem eine anpassungsfähige Steuer- und Ausgabenpolitik eine wichtige Rolle spielen. Die budgetmäßige Darstellung des großzügigen Planes für die Erreichung der Vollbeschäftigung in den Vereinigten Staaten von Amerika schließt den Kreislauf der Gedanken, sodaß streng folgerichtig ein Gesamtprogramm vorgelegt wird, das in allen Teilen aufeinander abgestimmt und mit der Staats- und Wirtschaftsverfassung in Übereinstimmung gebracht ist. Die Problematik dieser Art von Vollbeschäftigung liegt nicht im gedanklichen Aufbau, sondern in der Schwierigkeit der Verwirklichung, klingt doch das Buch aus in einem Appell an die politische Erziehung und an den Geist freiwilliger Zusammenarbeit.

Eine sorgfältige wissenschaftliche Studie über *«Volkswirtschaftliche Voraussetzungen erfolgreicher Arbeitsbeschaffung»* hat *Hans Böhi* verfaßt [2]). Der eigentlichen Darstellung der wichtigsten konjunkturpolitischen Maßnahmen, die eine Beseitigung der Arbeitslosigkeit sicherstellen sollen, geht eine theoretische Einleitung voraus, auf die sich die vorgeschlagenen staatlichen Regulierungen stützen. Böhi erwähnt einleitend den «umfassenden Katalog von Projekten öffentlicher Bauten und staatlich zu subventionierenden Bauarbeiten», den der Bundesrat zur Bekämpfung der nach dem Kriege zu befürchtenden Arbeitslosigkeit hat aufstellen lassen. Seine Aufgabe erblickt er darin, die gesamtwirtschaftlichen Voraussetzungen darzulegen, unter denen ein solches Arbeitsbeschaffungsprogramm das Ziel der Überwindung der Arbeitslosigkeit am zuverlässigsten erreichen kann, um daraus Richtlinien für die Durchführung eines Programms öffentlicher Bauten zu gewinnen und um die Ergänzungsmaßnahmen feststellen zu können, die für seinen Erfolg nötig sind. Als Ausgangsschema wählt er die sogenannte Kreislauftheorie, welche den Zusammenhang zwischen Gesamteinkommen, Gesamtnachfrage und Gesamtangebot in der Volkswirtschaft darstellt und daraus die Entwicklung der durchschnittlichen Gewinne der Unternehmungen ableitet, von der die Beschäftigung in erster Linie abhängt. Der Verfasser ist sich aber bewußt, daß diese mechanische Auffassung der Wirtschaft ungenügend ist. In besondern Abschnitten betrachtet er dann die lebendigen Kräfte näher, die der Entwicklung der Kreislaufgrößen zugrunde liegen. Von grundlegender Bedeutung ist die Feststellung, daß der Staat in unserer Wirtschaftsorganisation gegenüber den andern Wirtschaftssubjekten eine Sonderstellung einnimmt, die sich daraus ergibt, daß der Staat in großem Ausmaße mehr an Einkommen abschöpfen kann, als er in den wirtschaftlichen Kreislauf zufließen läßt, oder umgekehrt in großem Ausmaß mehr an Einkommen in den Wirtschaftsprozeß leiten kann, als er abschöpft. Der Staat besitzt also zweifellos Mittel, um mit seiner Finanzpolitik regulierend auf den Kreislauf einzuwirken. Die Kriegswirtschaft hat diesen Einfluß eindrücklich demonstriert, aber zugleich dessen Problematik vor Augen geführt. Die gegenüber früher verminderte Preiselastizität hat zur Folge, daß auch die automatische Tendenz zur Wiederherstellung gesunder Gleichgewichtsverhältnisse nach

---

[2]) Francke, Bern 1945.

einem Krisenzusammenbruch sich weniger auswirken kann. Diesen Ausfall an Reaktionsfähigkeit der Wirtschaft muß nun der Staat durch zweckmäßige Eingriffe ausgleichen, indem er durch staatliche Nachfragesteigerung dem Krisenprozeß Einhalt gebietet und einen neuen Aufschwung einleitet. Nach Böhi wird die entscheidende Aufgabe einer allgemeinen Politik der Wirtschaftsförderung daher in einer systematischen Konjunkturpolitik mit dem Ziel der Vereinigung von Anpassungspolitik und Expansionsmaßnahmen bestehen müssen. Diesem Problem sind die Abschnitte des mehr praktischen Teiles des Buches gewidmet. Der Verfasser behandelt nicht nur die allgemeinen Grundlagen des Beschäftigungsproblems in sehr anschaulicher Weise, er behandelt auch die Bedeutung der internationalen Preisrelationen sowie die kurz- und langfristigen Auswirkungen der Investitionssubventionen.

Eine kleine Schrift von *Dr. Janusz Rakowski «Die ‚Vollbeschäftigung' im Kreuzfeuer»* zeigt mit einigen markanten Strichen das Problem der Vollbeschäftigungslehre auf [3]). Diese dogmenkritische Untersuchung setzt sich einleitend mit den Grundauffassungen von Röpke, Keynes und Hayek auseinander. Dem gesamten Denksystem der Vollbeschäftigung liegt die Gleichgewichtsformel «Ersparnis: Investition» zugrunde. Ein Mißverhältnis zwischen diesen beiden Größen wird als Ursache der wirtschaftlichen Störungen und der Arbeitslosigkeit anerkannt. Den Kreislauftheoretikern hält der Verfasser entgegen, daß das Schema des Wirtschaftskreislaufes noch zu einfach und zu naiv sei, als daß man daraus irgendwelche exakte Hinweise für die Wirtschaftspolitik ableiten könnte. Weiter beanstandet er, daß jedes Kreislaufschema nur die funktionellen Zusammenhänge zwischen den in ihm berücksichtigten Wirtschaftsgrößen zu erfassen vermag und daß es gar nichts über Ursachen der Kreislaufstörungen besagt. Diese Einwände treffen nicht zu bei Böhi, der den Ursachen der Gleichgewichtsstörungen außerhalb der kreislauftheoretischen Untersuchungen selbständig nachgeht. Nach Rakowski ist zur Erreichung eines Zustandes der harmonischen Entwicklung eine wohlerwogene strukturelle und konjunkturelle Politik notwendig. Diese Politik muß von der Voraussetzung ausgehen, daß im Mittelpunkt des wirtschaftlichen Gleichgewichts das Kosten- und Preissystem steht, das in der Marktwirtschaft selbst Reflexwirkung von qualitativen und psychologischen Faktoren ist. Rakowski schließt seine Betrachtungen mit der Feststellung, daß die Vollbeschäftigungslehre nicht vollständig abzulehnen ist, daß sie aber im besondern nicht zur demokratischen Rechts- und Wirtschaftsordnung, die auf Vertragsprinzip, Privateigentum, freier Arbeitsteilung und freier Konkurrenz beruht, paßt. Sie eignet sich daher nur für ein solches Rechts- und Wirtschaftssystem, das sich auf das autoritäre Ordnungsprinzip mit einer staatlichen Regulierung des gesamten Produktions- und Verteilungsprozesses stützt. Die Vollbeschäftigungslehre gehört nach Ansicht des Verfassers nicht zu einer organischen, sondern zu einer obrigkeitlich organisierten Gesellschaft.

In diesen Rahmen hinein gehört auch das als Nr. 12 der Istanbuler Schriften herausgegebene Buch *«Das Versagen des Wirtschaftsliberalismus als religionsgeschichtliches Problem»* von *Alexander Rüstow,* der mit seinem Landsmann und Freund *Röpke* das Schicksal des Exils in der Türkei teilte [4]). Der Verfasser stellt wirtschaftstheologische Betrachtungen an, die er mit Zitaten von Pythagoras, Heraklit, Muhammed und der bedeutendsten Volkswirtschafter aller Zeiten belegt. Vom Gesichtspunkt des Wirtschaftstheologen aus kommt er zum Schlusse, es bleibe uns nichts anderes übrig, als mit dem Mut der Verzweiflung nach dem «dritten Weg» zu suchen, der zwischen dem zusammengebrochenen historischen Liberalismus und dem drohenden Kollektivismus die Menschheit zu einer neuen Möglichkeit führt, als Menschen menschlich und menschenwürdig zu leben.

Ein Beitrag besonderer Art ist das Buch *«Gebundene Wirtschaft»* von *Max Riesen,* dessen «kritische Gedanken zu den Zeitfragen» wirtschaftsethische und wirtschaftspolitische Probleme berühren [5]). Das Buch klingt aus mit der Feststellung, daß nur die staatlichen Gebote den Menschen schließlich zu einer bessern Wirtschafts-

---

[3]) Francke, Bern 1946.
[4]) Europa-Verlag Zürich, gedruckt in Istanbul 1945.
[5]) Hallwag, Bern 1946.

ethik bringen. «Über diesen Weg, mag er noch so unbequem sein, muß die Erziehung des Volkes geführt werden. Das bedeutet keineswegs Verstaatlichung der Moral oder anderseits der Wirtschaft, sondern nur ihre Exekution mit dem einzigen Mittel, das dem Menschen Eindruck macht — dem Gesetz. Das Gesetz zwingt zur Durchführung von Maximen, die sonst nur auf dem Papier oder im Gebetbuch stehen». Wenn Riesen die Auffassung vertritt, Schule, Kirche und staatsbürgerliche Erziehung seien nicht in der Lage, die geistige Disziplin für wirtschaftliche Bedürfnisse herzubringen, so muß man sich fragen, ob dieser lahme Pessimismus durch das Temperament des Verfassers bedingt ist, ob hier eine konfessionelle Tendenz mitspielt oder ob nicht gar der Schweizer Hotelier-Verein, dem der Autor als Direktor vorsteht, doch irgendwie berührt wird, wiewohl er dies ausdrücklich in Abrede stellt. Schade, daß Rüstow diese Studie nicht in seine religionsgeschichtlichen und wirtschaftstheologischen Betrachtungen einbeziehen konnte. *Sam Streiff.*

Eine neue deutsche Literaturgeschichte

Von 1927 bis 1930 erschien in der «Zeitschrift für Deutschkunde» eine Reihe von Aufsätzen bekanntester Germanisten über einzelne Perioden der deutschen Literatur. Man vereinigte später die Arbeiten zu einem schmalen, handlichen Band. Er ist schon längst vergriffen, und es entspricht einem Bedürfnis weiter Kreise, wenn heute ein schweizerischer Verlag eine ähnliche Sammlung von Aufsätzen zusammenstellt und als literaturgeschichtlichen Leitfaden herausgibt [1]). An der früheren Sammlung hatten fast alle bedeutenden Inhaber der Lehrstühle für Deutsche Literatur — deutscher und schweizerischer Universitäten — zusammengearbeitet. Korff, Merker, G. Müller, Naumann, Pongs, Vietor u. a. wirkten mit. Der neue Band ist ausschließlich das Werk von in der Schweiz lebenden Germanisten. Vom alten Mitarbeiterstab zeichnen *Ermatinger* (für das Gebiet der Klassik und des Idealismus) und *Strich* (für das Gebiet des Barocks). *Ranke* (Universität Basel) konnte für die Bearbeitung der höfisch-ritterlichen Dichtung gewonnen werden.

Drei Privatdozenten der Zürcher Universität haben weitere Beiträge geleistet: *Beriger* (Das Zeitalter des Humanismus und der Reformation), *Boesch* (Die Literatur des Spätmittelalters) und *Wehrli* (Das Zeitalter der Aufklärung). Der Schaffhauser Gymnasiallehrer *Burkhard* hat die Literatur des Frühmittelalters und des vorhöfischen Hochmittelalters, der Zürcher Gymnasiallehrer *Zäch* den Realismus, und *Bettex* die moderne Literatur bearbeitet. Der übersichtlich aufgebaute, von B. Boesch herausgegebene Band möchte kein Lehr- oder Handbuch sein. Er entlastet, wie der Herausgeber betont, nicht von der Kenntnis der literarischen Werke und der wichtigsten Tatsachen, die in ihrem Umkreis liegen. Seine Tendenz ist geistesgeschichtlicher Art. Wenn man einen Rückblick auf jenen Leitfaden wirft, der aus den Beiträgen der «Zeitschrift für Deutschkunde» hervorgegangen ist, wird man höchstens bedauern, daß die schöne Gemeinschaftsleistung zwischen den großen Germanisten des deutschen Sprachraums, die dort sichtbar war, hier in derselben idealen Weise für die Schweiz nicht mehr verwirklicht werden konnte: fehlen doch unter den Mitarbeitern bekannteste Namen wie Bohnenblust, Fritz Ernst, Faesi, Muschg, K. Schmid und Emil Staiger. *Jürg Fierz.*

---

[1]) Deutsche Literaturgeschichte in Grundzügen. Herausgegeben von B. Boesch. Francke, Bern 1946.

Redaktion: Zürich, Postfach Fraumünster, Telephon 24 46 26 — Verlag und Versand: Zürich 2, Stockerstraße 64, Telephon 27 29 75 — Druck und Anzeigenannahme: A.-G. Gebr. Leemann & Co., Zürich 2, Stockerstraße 64 — Bezugspreise: Schweiz: jährlich Fr. 16.—; halbjährlich Fr. 8.25; Ausland: jährlich Fr. 17.80; Postabonnement jährlich Fr. 16.30. Einzelhefte Fr. 1.50.